



FRANCOPHONES

Optique d'équité et d'inclusion
Portrait

FRANCOPHONES

En 2011, 15 p. 100 de la population d'Ottawa déclarent que leur langue maternelle est le français, et 37,2 p. 100 des résidents parlent français. La composition de notre communauté a beaucoup changé au cours des dernières décennies. Comme communauté, nous sommes reconnus pour notre joie de vivre, notre dynamisme, notre sens de l'humour, notre chaleur et notre ouverture d'esprit.

1. QUI SOMMES-NOUS?	3
2. APERÇU DES FRANCOPHONES À OTTAWA	3
3. NOS CONTRIBUTIONS	4
4. OBSTACLES ET INÉGALITÉS	5
1. Changements démographiques et accès aux services en français	5
2. Obstacles aux services en français	6
3. Assimilation par la culture anglophone dominante ...	6
4. Prestation des services en français	6
5. Intégration des immigrants francophones	7
6. Adaptation à la diversité croissante	8
7. Mythes au sujet des services en français	8
5. NOTRE VISION : UNE VILLE ACCUEILLANTE POUR LES FRANCOPHONES	10
6. MANDATS CONFISÉS PAR LE CONSEIL ET LOIS	11
7. QUOI DE NEUF À OTTAWA?	11
8. PRATIQUES PERTINENTES D'AUTRES VILLES	12
9. SOURCES	12
10. DÉFINITIONS	13
11. REMERCIEMENTS	13

Le présent document est l'un des onze portraits qui servent de source de renseignements contextuels pour faciliter la mise en œuvre de l'Optique d'équité et d'inclusion. Pour accéder à la version électronique, visitez le site interne de la Ville d'Ottawa ([Ozone](#)), la [page web de l'Optique d'équité et d'inclusion](#) ou encore la [page Web consacrée à l'équité et à l'inclusion](#) de l'initiative Une ville pour toutes les femmes.



**Une ville pour tous
A City For Everyone**

1. Qui sommes-nous?

À Ottawa, les francophones forment une communauté distincte faisant partie des groupes cibles de l'Optique d'équité et d'inclusion. Ils comptent des femmes, des jeunes, des aînés, des autochtones, des membres de la communauté LGBTQ, des immigrants et des personnes racialisées, handicapées, vivant dans la pauvreté ou habitant en milieu rural.

Comme communauté, les francophones sont reconnus pour leur joie de vivre, leur dynamisme, leur sens de l'humour, leur chaleur et leur ouverture d'esprit.

Les Français furent les premiers immigrants à s'établir dans la région d'Ottawa avec l'arrivée de Samuel de Champlain en 1613.

La composition de notre communauté a beaucoup changé au cours des dernières décennies. Les immigrants venus de France, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Haïti, tout comme les migrants venus du Québec, du Nouveau-Brunswick ainsi que de petites collectivités de l'Ontario et d'ailleurs au pays, ont changé le visage de la communauté francophone à Ottawa.

Fondée sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin, Ottawa est la terre natale des peuples autochtones depuis des milliers d'années.

INTERSECTIONNALITÉ : IDENTITÉS COMPLEXES QUI SE CHEVAUCHENT

Chaque personne peut s'identifier à plus d'un groupe. Ce chevauchement de catégories ou ce mélange d'identités influe sur notre expérience de la ville. Ce phénomène s'appelle l'intersectionnalité. La vie est complexe et multidimensionnelle. La réalité est façonnée par l'action combinée de différents facteurs et dynamiques sociales.

Pour en savoir plus, consultez le [Guide de l'Optique d'équité et d'inclusion](#) et [L'avancement de l'équité et l'inclusion : Un guide pour les municipalités](#).

2. Aperçu des francophones à Ottawa

En 2011, 15 p. 100 de la population d'Ottawa déclarent que leur langue maternelle est le français, 16,4 p. 100 de la population affirment avoir appris le français comme première langue officielle et 37,2 p. des résidents parlent français (Statistique Canada, Recensement de 2011).

Les personnes d'expression française ont été les premiers immigrants à s'établir dans la région que l'on appelle aujourd'hui Ottawa. Elles s'étaient tout d'abord établies un peu partout sur le territoire d'Ottawa, près des paroisses francophones. Après la Seconde Guerre mondiale, lorsque la fonction administrative d'Ottawa est bien établie, les francophones sont largement situés dans le secteur centre, dans la basse-ville et à Vanier, en s'étendant vers l'est et Orléans. Au cours des vingt dernières années, il y a eu une importante vague d'immigrants francophones en provenance d'Haïti, de Somalie et d'Afrique du Sud du Sahara, accompagnée d'un mouvement de la population vers les banlieues de Barrhaven et de Kanata vers l'ouest.

Au chapitre de l'emploi, le pourcentage le plus élevé de francophones travaille dans la fonction publique, puis dans les services sociaux et dans le secteur de l'éducation.

L'un des plus grands accomplissements de la population francophone est d'avoir conservé son identité et sa vivacité malgré la majorité anglophone.

3. Nos contributions

Nos contributions à la ville d'Ottawa sont variées : développement d'institutions au service de la ville et de ses résidents, enrichissement culturel et social; tradition de revendications des droits pour les communautés francophones en milieu minoritaire, construction d'une ville accueillante pour une grande diversité de personnes.

Pour ce qui est de l'emploi, 31,2 % des francophones d'Ottawa travaillent dans le secteur de l'administration publique, 10,3 % dans celui des soins de santé et de l'aide sociale, et 9,6 % dans celui des services d'éducation (recensement de 2011 cité dans Portrait des groupes de langues officielles de la région d'Ottawa, 2015).

Voici quelques-unes de nos contributions à Ottawa :

- » Mise en place des fondements vers l'établissement de la Maison de la francophonie d'Ottawa devant servir l'ouest d'Ottawa;
- » En 2010, fondation d'Unique FM, station de radio francophone;
- » En 2006, dévoilement du premier Monument de la francophonie de l'Ontario du Centre éducatif du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE);
- » Création de la Direction des services en français de la Ville d'Ottawa en 2001;
- » Création de La Nouvelle Scène en janvier 1999;
- » Inauguration du Théâtre la Catapulte en 1992;
- » Ouverture de La Cité, collège d'arts appliqués et de technologie, en 1990;
- » En 1988, fondation du Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton (devenu le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est);
- » Lancement du magazine *Liaison* en 1978;
- » En 1976, création du Festival franco-ontarien, qui continue d'avoir lieu tous les ans;
- » Fondation de l'Hôpital Montfort en 1953;
- » En 1947, inauguration de la première école secondaire bilingue dans Eastview (devenu Vanier);
- » En 1913, publication du premier numéro du journal *Le Droit*;
- » En 1905, création de l'Alliance française d'Ottawa;
- » En 1860, sous la direction d'Élisabeth Bruyère, fondation de l'Hôpital d'Ottawa par les Sœurs de la Charité;
- » En 1848, fondation de l'Université d'Ottawa, plus importante université française et anglaise au Canada, et fondée par les Oblats de Marie Immaculée, missionnaires français;
- » En 1832, participation à la construction du canal Rideau.

(Raconte-moi et Profil francophone)

Créé par le Muséoparc Vanier en collaboration avec le ministère du Patrimoine canadien et la Ville d'Ottawa, le site Web [Raconte-moi Ottawa](#), présente l'apport historique des francophones au patrimoine de notre ville.

Au chapitre de l'expression culturelle, les dynamiques théâtres d'expression française à Ottawa et La Nouvelle Scène, lieu permanent de plusieurs de ses productions, enrichissent Ottawa. Les francophones apportent aussi leur contribution à la vie artistique d'Ottawa dans les domaines de la musique et de la littérature. Tous les ans, nous célébrons la Journée des FrancoOntariens et des Franco-Ontariennes le 25 septembre, la Journée internationale de la Francophonie le 20 mars dans le cadre de la semaine de la langue française et de la francophonie en mars, événements au cours desquels nous nous unissons pour exprimer notre fierté d'être francophones.

La communauté francophone d'Ottawa, comme celle de l'ensemble du Canada, a aussi joué un rôle historique en enseignant aux Canadiens à accepter la différence et à trouver un mode de vie qui permet à divers groupes de vivre ensemble. La création d'une société diversifiée revêt une grande importance symbolique et pratique pour Ottawa, capitale d'un pays bilingue.

DÉFINITION DU TERME « FRANCOPHONE » :

En 2009, une nouvelle définition du terme « francophone », qui est plus inclusive et reflète mieux la diversité des francophones vivant en Ontario, a été adoptée.

Sont considérées comme francophones de l'Ontario, les personnes pour lesquelles la langue maternelle est le français, de même que les personnes pour lesquelles la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais, mais qui ont une bonne connaissance du français comme langue officielle et qui utilisent le français à la maison.

Office des affaires francophones, 2011

4. Obstacles et inégalités

Malgré sa longue histoire et son apport considérable à la ville d'Ottawa, la communauté francophone fait toujours face à des obstacles et à des inégalités attribuables à une non-reconnaissance de l'importance de la protection de la langue française et de l'établissement, du maintien et de la croissance de ses institutions.

1. CHANGEMENTS DÉMOGRAPHIQUES ET ACCÈS AUX SERVICES EN FRANÇAIS

Avant la Seconde Guerre mondiale, les communautés francophones étaient souvent regroupées autour des paroisses francophones de la ville. Par la suite, les francophones se sont de plus en plus établis dans la Basse-Ville et dans Vanier, alors qu'il y a eu un mouvement vers la banlieue en direction d'Orléans.

Depuis, la population francophone s'est dispersée dans toute la ville. Un certain nombre de francophones vivent dans les secteurs est de la ville (de Vanier à Orléans), et, ces dernières années, des francophones se sont établis dans l'Ouest, à Barrhaven et Kanata. Le pourcentage de francophones diminue dans les quartiers où ils étaient auparavant nombreux, comme la Basse-Ville ([Étude de quartiers d'Ottawa](#)).

Ces changements démographiques ont créé de nouvelles demandes de services en français et de nouveaux défis pour la prestation des services.

2. OBSTACLES AUX SERVICES EN FRANÇAIS

De nombreux francophones utilisent l'anglais pour s'adresser à des fonctionnaires ou pour effectuer des transactions commerciales lorsqu'il est clair que le service en français sera plus long à obtenir ou de moindre qualité, ce qui fait en sorte que la demande de services en français semble diminuer, alors que ce n'est pas le cas.

Par conséquent, de nombreuses personnes présument que tous les francophones sont bilingues et n'ont pas besoin de ressources ou services en français. Cette idée reçue nuit à l'essor des services en français à Ottawa et pénalise les francophones unilingues et les personnes qui préfèrent recevoir des services en français.

Les services ayant trait aux soins personnels, comme les services aux femmes victimes de violence ou les services médicaux, sont importants au bien-être et ne sont pas suffisamment accessibles en français. Les nouveaux immigrants et les Inuits francophones sont souvent moins à l'aise dans leur deuxième langue, particulièrement en situation de détresse. Ainsi, ils pourraient ne pas avoir accès aux services en anglais existants (Action ontarienne contre la violence faite aux femmes, 2008). La situation est la même dans le cas des aînés, qui sont plus susceptibles d'utiliser leur langue maternelle pour obtenir des services récréatifs, éducatifs et médicaux.

3. ASSIMILATION PAR LA CULTURE ANGLOPHONE DOMINANTE

Le nombre de résidents d'Ottawa parlant surtout français à la maison est très inférieur au nombre de personnes dont le français est la langue maternelle. Selon le recensement de 2011 de Statistique Canada, 9 % des résidents d'Ottawa parlaient surtout français à la maison, alors que le français était la langue maternelle de 15 % des Ottavien(ne)s. Cet écart peut témoigner d'un obstacle à la vitalité de la langue française et contribuer à une assimilation des francophones par la culture anglophone dominante.

Les raisons de cette situation sont complexes et ont notamment trait à l'utilisation de l'anglais comme langue première sur le marché du travail de l'Ontario et dans les médias de masse en Amérique du Nord, à l'urbanisation des francophones en Ontario (ils vivent de plus en plus dans des milieux où ils sont minoritaires) et à l'exogamie (mariage en dehors de son groupe culturel d'origine).

Les conséquences de ce recul du français sont claires : comme les institutions offrent peu de services en français, les francophones doivent se mobiliser pour attirer l'attention sur leurs besoins.

4. PRESTATION DES SERVICES EN FRANÇAIS

Sur les plans politique et administratif, les francophones plaident depuis longtemps pour l'accroissement de l'offre de services en français. Au début, les revendications portaient surtout sur l'éducation et la création d'écoles et de conseils scolaires français. Comme les objectifs dans ce secteur ont en partie été atteints, les revendications ont été élargies, entre autres, aux domaines suivants : santé (la communauté francophone d'Ottawa s'est notamment battue pour que l'Hôpital Montfort reste ouvert), services aux femmes, garde d'enfants, services aux aînés et services ayant trait à la justice. Le désir de bénéficier de services en français adéquats est illustré par l'expression « services par et pour » les francophones, qui signifie la prestation de services offerts seulement en français, plutôt que dans les deux langues.

Selon le Comité consultatif de la magistrature et du barreau sur les services en français, en Ontario, le secteur de la justice n'offre pas de services en français adéquats, comme le montrent les conclusions suivantes tirées de son rapport intitulé *Améliorer l'accès à la justice en français : Une réponse au rapport Accès à la justice en français* (2015) :

- » Il se peut que la magistrature ne soit pas suffisamment informée des droits linguistiques des francophones;
- » Les lois régissant les droits linguistiques des francophones ne garantissent pas que tous les points de contact sont en français dans le cadre d'une instance;
- » Entamer des procédures en français peut s'avérer long, difficile et coûteux;
- » Les procédures visées par la *Loi sur les infractions provinciales* ne permettent pas d'obtenir des services uniformes et facilement accessibles en français;
- » Il faut une meilleure coordination du personnel bilingue des tribunaux et une meilleure sensibilisation du personnel des tribunaux aux droits linguistiques des francophones.

L'objectif global du rapport était de montrer la nécessité de prendre un engagement à offrir et à fournir des services d'accès à la justice en français et d'indiquer les efforts déployés dans ce domaine. Il met l'accent sur l'*offre active*, qui, par exemple, peut inclure un accueil dans les deux langues officielles.

Les arguments pour l'amélioration des services en français sont principalement fondés sur le fait que la plupart des services bilingues sont créés et mis en œuvre en anglais, puis font l'objet d'une traduction en français. Ils ne sont pas conçus en fonction de la spécificité des francophones. Pour que les services soient adaptés à la culture francophone, ils doivent être créés, mis en œuvre et maintenus en français.

La communauté francophone d'Ottawa a fait valoir son droit constitutionnel à des services de qualité égale, ce qui lui a permis de réclamer la création de services en français plutôt que de services bilingues.

5. INTÉGRATION DES IMMIGRANTS FRANCOPHONES

La croissance de la population francophone à Ottawa est en partie attribuable aux immigrants venus de France, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Haïti. Selon le recensement de 2011, les immigrants francophones représentent 11,2 % de la population de langue française d'Ottawa. S'ajoutant aux immigrants étrangers, un nombre considérable de migrants provenant du Québec et de petites collectivités a changé le visage de la communauté francophone sur les plans social, culturel, politique et économique.

Le Partenariat local pour l'immigration d'Ottawa affirme que, chaque année, plus de 1 000 nouveaux arrivants francophones au Canada choisissent de s'établir à Ottawa. Selon l'Association d'études canadiennes, 8 945 immigrants francophones se sont établis à Ottawa entre 2006 et 2011 (Jedwab, 2013, cité par le Partenariat local pour l'immigration d'Ottawa, 2013). Des données indiquent également que le nombre d'immigrants francophones et bilingues accueillis annuellement à Ottawa a augmenté d'environ 35 % entre 1999 et 2008. Ottawa est maintenant l'une des villes canadiennes de taille moyenne les plus attirantes pour les immigrants francophones et bilingues ([Partenariat local pour l'immigration d'Ottawa](#)).

L'intégration en Ontario et à Ottawa pourrait représenter un défi d'envergure pour les immigrants francophones. Aux défis systémiques auxquels font face tous les immigrants (comme la nonreconnaissance des titres de compétences étrangers et les difficultés à trouver du travail), s'ajoutent les difficultés liées à la langue (lorsque les immigrants ont indiqué leur préférence pour le français comme première langue officielle dans leur formulaire de demande d'immigration). Notamment l'offre limitée de services en français à Ottawa, la prédominance de l'anglais sur le marché du travail en Ontario et dans les médias de masse, et l'ambivalence de certains éléments de la communauté francophone traditionnelle quant à l'accueil de nouveaux immigrants (Andrew et Burstein, 2007).

6. ADAPTATION À LA DIVERSITÉ CROISSANTE

Jusqu'à récemment, les francophones d'Ottawa formaient une communauté ethnolinguistique unie par sa culture, son rôle dans l'histoire du Canada, ses réseaux et ses institutions. Avec l'immigration, ils sont devenus une communauté linguistique caractérisée par une multiplicité patrimoniale, ethnique, culturelle et historique.

Il s'agit d'une transformation très importante et parfois difficile pour certaines communautés francophones de souche. Les francophones peuvent faire face à des obstacles différents en fonction des autres aspects de leur identité et leur expérience. Par exemple, il peut souvent arriver que des immigrants francophones ou des groupes racialisés perçoivent des obstacles à leur acceptation par la communauté francophone traditionnelle, qui s'ajoutent aux obstacles à leur intégration dans la culture anglophone dominante.

L'adaptation à la diversité demeure un défi important pour l'avenir de la communauté francophone d'Ottawa, car le succès des initiatives visant à promouvoir la vitalité de la langue française repose sur des revendications et une collaboration soutenues de la part d'un réseau de communautés solide. De plus, l'expérience des diverses communautés francophones d'Ottawa enrichira le dialogue sur ce que signifie être francophone dans la ville, fera croître la communauté francophone et incitera à tenir davantage compte de l'équité dans la planification et la mise en œuvre de services.

7. MYTHES AU SUJET DES SERVICES EN FRANÇAIS

À Ottawa, il existe plusieurs idées fausses répandues au sujet des francophones et de l'utilisation du français. Si on ne s'y attaque pas d'une manière appropriée, ces idées peuvent entraîner une réaction contre les francophones et contre la mobilisation pour leurs droits. Elles peuvent aussi donner lieu à la création ou au maintien d'obstacles en milieu de travail ou dans les collectivités.

MYTHE N° 1 : Il existe une croyance voulant qu'il faille être bilingue pour occuper un poste dans la fonction publique fédérale. Cette croyance est alimentée par la crainte de ne pas y obtenir d'emploi si l'on ne possède pas de compétences en français.

En réalité, 53,2 % des services de base de la fonction publique canadienne requièrent la connaissance d'une seule des langues officielles : 49,6 % requièrent la connaissance de l'anglais, et 3,6 %, la connaissance du français. Seuls 43,3 % requièrent la connaissance des deux langues officielles, mais à des niveaux variés (rapports du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, 2013-2014).

MYTHE N° 2 : Depuis que la Ville d'Ottawa a adopté sa politique de bilinguisme, seuls les francophones peuvent y travailler.

En réalité, seulement 16 % des postes à temps plein de la Ville d'Ottawa sont désignés bilingues. Il y a également des postes pour lesquels on s'est fixé comme objectif de compter 25 % d'employés ayant la capacité de travailler dans les deux langues officielles. Ces postes sont les suivants : ambulancier paramédical de soins avancés, ambulancier paramédical de soins primaires, chauffeur d'autobus, chauffeur de Para Transpo, superviseur du transport en commun, pompier, capitaine, lieutenant.

MYTHE N° 3 : Le bilinguisme à Ottawa coûte trop cher à l'administration municipale.

En réalité, seulement un dixième de 1 % du budget municipal est consacré à des dépenses liées au bilinguisme à la Ville d'Ottawa.

MYTHE N° 4 : Dans le contexte de la diversité croissante au Canada, Ottawa compte plus de locuteurs de langues non officielles que de francophones.

En réalité, le français demeure la deuxième langue parlée à Ottawa, en partie en raison de l'augmentation du nombre d'immigrants et d'enfants d'immigrants francophones qui choisissent le français comme première langue officielle.

MYTHE N° 5 : Les francophones sont bilingues. Ils n'ont donc pas besoin de services en français.

En réalité, de nombreux francophones ne sont pas bilingues, en particulier les immigrants francophones. Qui plus est, la [Loi sur les langues officielles](#), la [Charte canadienne des droits et libertés](#), la [Loi sur les services en français](#) du gouvernement de l'Ontario et la [Politique de bilinguisme](#) de la Ville d'Ottawa garantissent le droit des francophones bilingues à des services publics dans la langue officielle de leur choix.

5. Notre vision : une ville accueillante pour les francophones

- » On s'efforce d'appliquer le principe de l'*offre active*, c'est-à-dire de toujours offrir d'emblée des services en français en disant, par exemple, « Bonjour!/Hello! Comment puis-je vous aider?/ How may I help you? » L'offre active procure à la clientèle la possibilité d'utiliser les services dans la langue qui lui convient le mieux. ([Boîte à outils pour l'offre active, 2016](#))
- » Les organisateurs d'une assemblée ou d'une consultation publique pensent à des moyens d'intégrer les francophones sans qu'on ait besoin de le leur rappeler.
- » On doit intégrer les coûts d'interprétation simultanée et de traduction directement au budget des projets.
- » Chaque événement public organisé par la Ville d'Ottawa comporte un volet francophone.
- » Des consultations visant à connaître le point de vue des francophones sont intégrées à la planification de chaque politique, programme ou activité de la Ville.
- » Les politiques, les programmes et les activités pour les nouveaux immigrants sont offerts en français et en anglais, ainsi que dans d'autres langues.
- » L'affichage et les avis publics se font dans les deux langues officielles.
- » Le transport en commun est sûr, sécuritaire, abordable et accessible en zone urbaine comme en zone rurale, et l'information connexe (écrite et verbale) est disponible en français et en anglais.
- » La capacité de l'ensemble des services municipaux permet de répondre rapidement aux résidents qui demandent à être servis en français.
- » L'apport des différents groupes raciaux et ethniques au travail et dans la société est valorisé.

QUE PEUVENT FAIRE LES ALLIÉS?

- ✓ **Toujours** utiliser l'offre active.
- ✓ **Protester** lorsque j'entends une remarque antifrancophone (un stéréotype, une blague, une insulte), même si cela risque d'être mal vu.
- ✓ **Obtenir** des renseignements exacts de sources fiables.
- ✓ **Me montrer** amical et ouvert à l'égard de la langue et la culture françaises – par exemple, en disant « Bonjour » et « Merci » à mes collègues ou à mes coéquipiers francophones.
- ✓ **Remarquer** les occasions où les francophones de mon équipe ne sont pas entendus dans une discussion; intervenir pour les inclure dans la conversation.
- ✓ **Être** francophile (personne qui appuie la communauté francophone et les services en français).
- ✓ **Être** conscient du fait qu'Ottawa s'est dotée d'une politique officielle de bilinguisme.
- ✓ **Contribuer** de manière proactive à l'amélioration de la capacité de la Ville à servir les francophones en français.
- ✓ **Établir** des partenariats avec des organisations communautaires francophones.
- ✓ **Voir** la « différence » comme un avantage plutôt qu'un inconvénient.
- ✓ **Si je suis francophone**, être conscient du fait que ma culture enrichit la ville; je vais accroître les possibilités pour les autres et avoir recours aux services en français dans toute la ville.

6. Mandats confiés par le Conseil et lois

- » Le Conseil municipal d'Ottawa a adopté la [Politique de bilinguisme](#) le 9 mai 2001. Celle-ci réaffirme l'engagement de la Ville à offrir des services dans les deux langues officielles aux résidents et à son personnel. Ses dispositions régissent plusieurs mécanismes d'activité civique, notamment les communications, la prestation proactive de services dans les deux langues aux résidents et au personnel, une organisation du travail comprenant la désignation des postes bilingues, la formation linguistique et la gestion des programmes culturels.
- » Le [Comité consultatif sur les services en français](#) et la Direction des services en français ont été créés en 2001, après l'adoption de la Politique de bilinguisme.
- » Adoptée en 1986, la [Loi sur les services en français](#) du gouvernement de l'Ontario exige que tous les services fournis au public par un ministère ou un organisme du gouvernement de l'Ontario (relatifs aux permis de conduire, actes de naissance, demandes de renseignements, etc.) soient disponibles en français dans les bureaux du gouvernement situés dans une région désignée ou la desservant. Ottawa est l'une des régions désignées. Les administrations municipales ont été explicitement soustraites à la Loi, mais cette dernière a étendu la gamme des services publics offerts en français.
- » La *Charte des droits et libertés* accorde une protection constitutionnelle aux francophones et aux communautés francophones en situation minoritaire. La [Loi sur les langues officielles](#) du gouvernement fédéral a été adoptée en 1969, puis modifiée substantiellement en 1988 et en 2005. Les modifications de 2005 revêtaient un intérêt particulier pour les communautés francophones en situation minoritaire, car elles ont ouvert la porte aux recours juridiques relatifs aux obligations en vertu de la Loi, selon lesquelles les services gouvernementaux fédéraux sont tenus de prendre des mesures positives pour promouvoir la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLO, 2006b).
- » Politique sur l'équité et la diversité – En 2002, le Conseil municipal a adopté la Politique sur l'équité et la diversité qui reconnaît les femmes, les minorités visibles, les personnes handicapées, les membres GLBT et les Autochtones comme des groupes désignés pour lesquels des mesures sont prises afin de promouvoir leur équité.

7. Quoi de neuf à Ottawa?

- » La [Commission de la capitale nationale](#) a été le premier organisme à souligner l'importance du caractère bilingue d'Ottawa. De plus, le ministère du Patrimoine canadien a accordé un important soutien financier à la Ville d'Ottawa pour l'amélioration des services en français durant les douze années suivant la fusion municipale de 2001.
- » Le [Comité consultatif sur les services en français](#) et les [Services sociaux et communautaires de la Ville d'Ottawa](#) ont travaillé afin de mieux servir les familles francophones, en particulier les familles francophones immigrantes. En raison du type de postes occupés par de nombreux immigrants francophones adultes (travail par quarts, emplois multiples à temps partiel, etc.), les garderies traditionnelles offrant des services de garde de jour à temps plein ne répondaient pas aux besoins de ces familles. Des efforts particuliers ont été déployés pour augmenter le nombre de garderies en milieu familial et pour élargir le réseau de fournisseurs de services nés à l'étranger. L'accès à des services de garde en français adéquats et ouverts aux différences culturelles est essentiel pour que les immigrants francophones choisissent des services en français et aient de meilleures chances de s'intégrer à la communauté francophone.

- » La Ville d'Ottawa a procédé à la désignation de postes bilingues, conformément à la [Politique de bilinguisme](#). Ayant eu lieu entre 2004 et 2008, ce projet a demandé l'examen des postes permanents selon des critères bien définis, et un certain nombre de ces postes a été désigné bilingue. Une motion du Conseil municipal a garanti qu'aucun employé ne perdrait son emploi en raison de la désignation.
- » La Ville entreprend un processus de planification systématique pour l'élaboration de services en français par la mise en œuvre des plans opérationnels pour la prestation des services en français. On demande à chaque direction générale de la Ville d'Ottawa de préparer un plan opérationnel visant à améliorer la prestation des services en français, respectant ainsi les exigences énoncées à l'article R.1.6 de la Politique de bilinguisme (2001). Ces plans opérationnels des Services sont axés sur trois priorités stratégiques : la prestation de services bilingues dans les divers Services, l'excellence du service et l'engagement des employés.

8. Pratiques pertinentes d'autres villes

L'avancement de l'équité et l'inclusion : Un guide pour les municipalités présente une approche flexible de l'équité et de l'inclusion qui est adaptable aux structures, aux contextes et aux expériences diverses des municipalités de partout au pays. Consultez les différentes sections du guide ou visitez le site Web de l'[Initiative : une ville pour toutes les femmes \(IVTF\)](#) pour trouver des exemples issus de différentes villes canadiennes.

9. Sources

- ACTION ONTARIENNE CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES. *Faire le pont : Mieux comprendre les services en français en Ontario*, Ontario, 2008.
- ANDREW, Caroline, et Meyer BURSTEIN. *Fostering Francophone Immigration to Ontario*, rapport de recherche non publié réalisé pour Citoyenneté et Immigration Canada, Ottawa (Ontario), 2007.
- BOÎTE À OUTILS POUR L'OFFRE ACTIVE. « *Enjeux et défis de l'offre active* ». Consulté le 18 mars 2016.
- COMITÉ CONSULTATIF DE LA MAGISTRATURE ET DU BARREAU SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS. *Accès à la justice en français*, Ontario, 2012.
- COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES. *Mythes et réalité : Mythes courants sur les langues officielles*, 2008.
- COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES. *Portrait des groupes de langues officielles de la région d'Ottawa*, Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux du Canada, 2015.
- COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES. *Une vue plus claire : évaluer la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire*, Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux du Canada, 2006.
- ÉTUDE DE QUARTIERS D'OTTAWA. « *Cartes de quartiers* ». Consulté le 18 mars 2016.
- MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL. *Améliorer l'accès à la justice en français : Une réponse au rapport Accès à la justice en français*, Comité consultatif de la magistrature et du barreau sur les services en français, 2015.
- OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES. « *Définition plus inclusive des francophones de l'Ontario* », Dernière mise à jour : 4 mai 2011.
- PARTENARIAT LOCAL POUR L'IMMIGRATION D'OTTAWA. « *L'immigration francophone à Ottawa : tendances, problématique et actions entreprises* », 2013. Consulté le 18 mars 2016.

10. Définitions

FRANCOPHILE : une personne qui « s'intéresse à la langue française et aux communautés de langue française du Canada » (Commissariat aux langues officielles, 2014). À titre de francophiles, nous accordons de l'importance à l'histoire canadienne-française et participons activement à la culture et au système d'éducation des Canadiens français.

11. Remerciements

L'Optique d'équité et d'inclusion est le fruit d'un partenariat entre l'Initiative : une ville pour toutes les femmes (IVTF) et la Ville d'Ottawa.

La conception de la première édition du Guide et des portraits de la diversité s'est échelonnée de 2008 à 2010 et a été assurée par le groupe témoin sur l'optique d'équité et d'inclusion et onze groupes de travail chargés de se pencher sur chacun des groupes présentés dans les portraits.

Le personnel municipal et les leaders de la communauté ont apporté leurs connaissances et leur perspicacité à l'élaboration de ce portrait de la diversité.

COLLABORATEURS

Caroline Andrew; Valérie Assoi; André Bergeron; Renée Bertrand; Didier Etienne Briand; Meghan Brooks; Suzanne Doerge; Jephthée Elysée; Raymond Fournier; Clara Freire; Yumi Kotani; Nathalie Lemire; Johanne Leroux; Hindia Mohamoud; Alain Poirier; Geneviève Nathalie Roberge; Michèle Rochette; Nathalie Vallière; Jean-Marie Vianney.

ORGANISATIONS

Comité consultatif sur les services en français de la Ville d'Ottawa; Coopérative M9Médias; Centre de santé communautaire du sud-est d'Ottawa; Centre de services communautaires Vanier; Initiative : une ville pour toutes les femmes;

Université d'Ottawa; Ville d'Ottawa.

Photographie : www.ortega.ca (en anglais seulement)

Conception et mise en page : www.jwalkerdesign.ca (en anglais seulement)

La présente initiative a été rendue possible grâce à la subvention de Condition féminine Canada et de la Ville d'Ottawa, qui a financé la production de cet important travail par l'Initiative : une ville pour toutes les femmes (IVTF).



Condition féminine **Status of Women**
Canada **Canada**